



DEMANDE DE REMBOURSEMENT DE COTISATIONS

À PRÉSENTER APRÈS VOS 65 ANS PAR COURRIER POSTAL UNIQUEMENT

Je, soussigné(e) [ ] Madame [ ] Monsieur Nom d'USAGE :
Nom de naissance : Prénoms :
Numéro de matricule C.C.S.S. / C.A.R. :
Né(e) le : Nationalité :
Numéro de téléphone :
Adresse électronique : @

déclare sur l'honneur avoir travaillé à Monaco en qualité de salarié mais ne pas remplir les conditions de durée d'activité pour ouvrir un droit à pension directe auprès de la C.A.R.

Table with 3 rows and 2 columns. Left column: PRÉCISIONS RELATIVES À LA CARRIÈRE. Right column: Date de cessation d'activité salariée à Monaco, Activité de travailleur indépendant à Monaco, and sections for France and Italy with checkboxes for 'oui' and 'non' and 'Date de cessation'.

J'atteste sur l'honneur l'exactitude des renseignements portés sur la présente déclaration et demande en conséquence le remboursement de la part salariale des cotisations versées à la Caisse Autonome des Retraites (C.A.R.) pendant ma période d'activité en Principauté, conformément aux dispositions de l'article 29ter de la Loi n°455 modifiée. Je prends également acte de l'annulation des points retraite portés au crédit de mon compte et confirme avoir été informé(e) que je ne pourrai plus m'en prévaloir, y compris dans le cas où je décide de poursuivre ou reprendre une activité ultérieure. Compte tenu de cette situation, je renonce à présenter à l'avenir quelque demande que ce soit à la C.A.R. et lui donne acquit du parfait règlement de mes droits.

Joindre OBLIGATOIREMENT à la demande :
- Copie recto-verso de votre carte d'identité.
- RIB revêtu de votre signature et comportant l'I.B.A.N. et le BIC

Fait à le Signature, précédée de la mention « Lu et approuvé »

CERTIFICAT DE VIE (À compléter par l'autorité compétente du pays de résidence) (1)

Nous, soussignés : certifions que
[ ] Madame [ ] Monsieur Nom d'USAGE :
Nom de naissance : Prénom : Date de naissance :
Domicilié :
Code postal : Ville :

Est vivant(e) pour s'être présenté(e) devant nous, à 65 ans révolus.

Fait à le Signature et cachet de l'autorité
(1) Mairie, bureau de police, notaire ou consulat en cas de résidence à l'étranger

En vertu des dispositions de la Loi n°1165 modifiée, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des informations vous concernant. Pour plus d'informations sur les traitements mis en œuvre, vous pouvez consulter la rubrique « Protection des données nominatives » sur le site internet www.caisses-sociales.mc GA-202003101155